

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 2 septembre 2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Sociétés SOCCOIM et RIC ENVIRONNEMENT

Commune de CHAINGY

Proposition d'arrêtés préfectoraux complémentaires

Gidic : RAAPC

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I – Présentation de l'établissement :

La société SOCCOIM a été autorisée par arrêtés préfectoraux en date des 16 juin 1994, 26 septembre 1995 et 4 décembre 2002 à exploiter, sur le territoire de la commune de CHAINGY, Zone d'Activités « les Pierrelets », un centre de tri et de transit de déchets ménagers et industriels banals et des activités de stockage de déchets métalliques.

Les déchets traités sur le site sont de différentes natures (carton, plastique, ferraille, bois, verre, gravats et déchets industriels banals en mélange) et une fois triés, sont valorisés dans différentes filières (recyclage du carton et des plastiques, valorisation énergétique du bois,...).

II – Situation administrative :

La situation administrative de l'établissement au regard de la nomenclature des installations classées est définie par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 applicable à la société SOCCOIM et est reprise ci-dessous.

.../...

Rubrique	Libellé de la rubrique	Classement	Observations
167a	Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées. Station de transit.	A	150 000 tonnes / an pour les déchets industriels et banals en mélange
286	Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques	A	Surface : 4 600 m ² 26 000 tonnes / an
322A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains. Station de transit.	A	30 000 tonnes / an
329	Dépôts de papiers usés ou souillés	A	27 750 tonnes / an
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% de la masse totale unitaire est composée de polymères	D	Volume stocké < 10 000 m ³

Or, le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques n° 167, 286, 322 et 329.

Dès lors, il apparaît nécessaire de mettre à jour la situation administrative de l'établissement.

III – Demande de changement d'exploitant :

Par courrier en date du 12 octobre 2009 et conformément à l'article R 512-68 du Code de l'Environnement, la société RIC ENVIRONNEMENT a sollicité auprès de Monsieur le préfet du LOIRET le changement d'exploitant des activités de récupération et de stockage de déchets métalliques exercées par la société SOCCOIM au titre de la rubrique n° 286, autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002.

A noter que les sociétés RIC ENVIRONNEMENT et SOCCOIM sont des filiales du groupe VEOLIA PROPTE.

Les activités du site précédemment exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 étant désormais exploitées par deux entités juridiques différentes, il convient que chaque société dispose d'un arrêté préfectoral lui fixant les prescriptions afférentes à son domaine d'activités : stockage et récupération des déchets métalliques pour la société RIC ENVIRONNEMENT ; tri des déchets de bois, cartons, plastiques,... pour la société SOCCOIM.

Les impacts liés au fonctionnement de ces deux établissements ainsi que les mesures compensatoires seront identiques à ceux identifiés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en août 2001 et ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002. Ils sont rappelés dans le présent rapport à titre d'information :

Impact sur l'eau :

L'alimentation en eau des deux sites est assurée par le réseau communal d'eau potable. La consommation annuelle d'eau du site SOCCOIM est au maximum de 7 000 m³, liée essentiellement à la présence d'une station de lavage ; celle du site RIC est de 100 m³.

Les sites sont à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux pluviales de toitures, non susceptibles d'être polluées ;
- eaux pluviales de ruissellement sur les stockages et les aires imperméabilisées, susceptibles d'être polluées ;
- eaux usées.

Les eaux pluviales de toitures sont rejetées directement au réseau communal d'eaux pluviales de la zone d'activité des Pierrelets. Les eaux pluviales de ruissellement sur les stockages et les

aires imperméabilisées sont également rejetées vers cet exutoire, après traitement par des débourbeurs déshuileurs. A noter que les projets d'arrêtés préfectoraux joints au présent rapport prévoient en leurs articles 9.2.1.1 une mesure annuelle de la qualité de ces eaux pluviales, portant sur les paramètres définis aux articles 4.3.5.

Les eaux usées sont quant à elles rejetées au réseau communal d'eaux usées qui est raccordé à la station d'épuration communale de LA CHAPELLE SAINT MESMIN.

Impact sur l'air

Les sources d'émissions atmosphériques sont liées à l'utilisation du matériel de découpe de la ferraille (presse cisaille) et au trafic routier. Dès lors, l'impact sur l'air apparaît relativement limité.

Bruit :

Les équipements à l'origine des émissions sonores sont principalement le fonctionnement des engins de manutention et de la presse cisaille, les opérations de chargement et déchargement des camions et le trafic routier.

Les projets d'arrêtés préfectoraux prévoient en leurs articles 9.2.3.1 une mesure de la situation acoustique dans un délai de 6 mois à compter de la notification des arrêtés aux exploitants.

A noter que les mesures de bruit figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en août 2001 par la société SOCCOIM montrait une conformité des valeurs mesurées par rapport à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 23 janvier 1997 notamment).

Gestion des déchets :

Les activités exercées par les sociétés SOCCOIM et RIC ENVIRONNEMENT génèrent relativement peu de déchets. En tout état de cause, l'ensemble des déchets produits par ces sites est soit valorisé lorsque cela est possible soit éliminé vers des filières autorisées.

Impact sur les sols :

L'activité de stockage de déchets ferreux et non ferreux est susceptible d'entraîner une pollution du sol en éléments métalliques via le ruissellement des eaux pluviales sur les stockages. Afin de limiter l'impact de l'installation sur les sols, les mesures suivantes ont été mises en place :

- l'ensemble des aires de stockage est bétonné ;
- les produits susceptibles d'entraîner une pollution sont stockés sur rétention.

Impact sur la santé :

Au regard des activités exercées par les sociétés SOCCOIM et RIC ENVIRONNEMENT, l'impact sur la santé apparaît relativement limité.

Risque :

Le risque principal lié aux activités exercées par les sociétés SOCCOIM et RIC ENVIRONNEMENT est l'incendie. Un certain nombre de dispositions est prévu pour prévenir ce risque au niveau de la conception des stockages (fractionnement des stockages, limitation des volumes stockés,...) des conditions d'exploitation (permis de feu, consignes de sécurité et d'exploitation...) et des moyens de lutte (extincteurs, poteaux incendie, réserve communale d'un

volume de 900 m³ pour les deux sites ; robinets d'incendie armés et détection automatique d'incendie pour le centre de tri,...).

En cas d'incendie, les eaux d'extinction peuvent être confinées dans un bassin d'un volume de 700 m³.

IV – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées :

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de donner acte du changement d'exploitant à la société RIC ENVIRONNEMENT, pour les activités de stockage de déchets métalliques précédemment exercées par la société SOCCOIM, via un projet d'arrêté préfectoral qui fixera les dispositions applicables à la société RIC ENVIRONNEMENT.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de mettre à jour la situation administrative et les prescriptions relatives au fonctionnement de l'établissement exploité par la société SOCCOIM.

Deux projets d'arrêtés préfectoraux sont joints en ce sens en annexe du présent rapport et doivent être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet du LOIRET,

Pour le directeur,

Signé